

OBJECTIF 8

ANALYSER ET TIRER DES LEÇONS

8.1 ÉLABORER DES INDICATEURS

Établir des données de référence et des indicateurs normalisés pour développer une compréhension partagée des services, des modèles et des besoins juridiques.

8.2 COLLABORER AVEC LES CHERCHEURS DANS TOUS LES DOMAINES

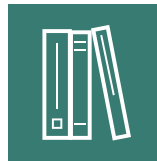
Coordonner la recherche entre les institutions et les universités, et entre les experts en sciences sociales, les économistes, les utilisateurs du système et les institutions juridiques en vue de mieux comprendre les problématiques.

Événements sur l'accès à la justice



28

Publications sur l'accès à la justice en Canada



26

Projets harmonisés



44

Les organisations qui déclarent que c'est leur principal effet sur l'accès à la justice



2

FAITS SAILLANTS

986 personnes

se sont inscrites à l'événement principal du Sommet annuel du Comité d'action

35 % des répondants

au sondage sur les besoins juridiques quotidiens d'Aide juridique C.-B. ont indiqué que des problèmes juridiques avaient été causés ou aggravés par la pandémie

80 % des cas

envoyés au MARC au Tribunal de la sécurité sociale du Canada ont été réglés

Le Barreau du Nunavut

et *Pauktuuit Inuit Women of Canada* ont étudié les besoins des femmes inuites en matière de violence conjugale

Aperçu de l'objectif

Il est essentiel de comprendre les défis en matière d'accès à la justice auxquels les gens sont confrontés afin de pouvoir apporter de changement de système significatif. Le fait d'examiner uniquement le problème de l'intérieur ne fournit qu'un point de vue. Les efforts déployés pour prendre des décisions à la fois axées sur les utilisateurs et fondées sur des données probantes exigent l'adoption de nombreux points de vue et la collecte de données solides.

Les organisations du secteur de la justice recueillent depuis longtemps des statistiques sur leurs activités, et les organisations d'information juridique à l'intention du public savent combien de personnes utilisent ou téléchargent leurs ressources. De leur côté, les tribunaux savent combien d'affaires sont entendues, et les responsables de l'aide juridique font un suivi du temps et du travail des avocats de leurs clients. Enfin, les ordres professionnels de juristes et les organisations qui offrent des services juridiques gratuits connaissent les activités de leurs membres et de leurs bénévoles.

En 2020, la recherche s'est concentrée sur l'écoute des utilisateurs du système, la collecte de données fondées sur l'expérience afin de mieux comprendre les répercussions des problèmes juridiques et des options de règlement sur des personnes. L'approche centrée sur la personne en matière d'accès à la justice a occupé une place prépondérante dans les nouvelles recherches et initiatives. Bien entendu, la recherche et la collecte de données sur les répercussions de la pandémie de COVID-19 ont également été entreprises en 2020, en commençant par mieux comprendre comment la pandémie a modifié à la fois la nature des problèmes juridiques et les voies de règlement possibles.

Approfondir la question relative à l'accès à la justice

Legal Aid BC a terminé le projet sur les dialogues communautaires, et a reçu les points de vue de plus de 260 personnes en Colombie-Britannique au sujet des besoins en matière de services, des obstacles et des lacunes ainsi que des solutions possibles. Le rapport final a fait ressortir les thèmes suivants : la nécessité d'une plus grande sensibilisation et d'une exposition accrue aux services d'aide juridique, une demande de services axés sur les besoins du client, la navigation dans les services, une orientation et une aide étape par étape, une approche équilibrée de l'aide en ligne et en personne ainsi qu'une meilleure orientation sur les services globaux pour aider les clients à régler les

questions liées à leurs problèmes juridiques.

Le projet « *Measuring the Impact of Legal Service Interventions* » (Mesurer l'incidence des interventions des Services juridiques) du Forum canadien sur la justice civile vise à évaluer l'efficacité des différents types d'interventions des services juridiques sur l'issue des litiges et les effets à long terme de l'accès à l'aide juridique lors du règlement des différends sur la santé des clients ainsi que sur les coûts et les avantages au fil du temps. La première phase du projet a été achevée en 2020, et a permis de produire un rapport méthodologique et une analyse documentaire.

Le sondage de 2020 sur les besoins juridiques courants de la **Legal Aid BC** a été administré auprès de 1207 personnes et visait à déterminer les types de problèmes juridiques que rencontrent les habitants de la Colombie-Britannique à faible revenu et la façon dont ils y font face, ainsi que les obstacles et les défis auxquels ils sont confrontés. Il a également été question d'examiner comment ces problèmes juridiques affectent la perception qu'ont les répondants du système de justice en Colombie-Britannique et leur vie quotidienne. L'enquête de 2020 a également porté sur la question de savoir si les problèmes juridiques découlaient de la pandémie et si celle-ci avait une incidence sur le résultat ou la résolution des problèmes. Parmi les répondants, 36 % ont déclaré que les problèmes juridiques avaient été causés ou aggravés par la pandémie.

Le Forum canadien sur la justice civile et familiale a publié un livre intitulé « *The Justice Crisis* », fondé sur des données de recherche recueillies dans le cadre de l'étude menée pendant sept ans par le Forum sur le coût de la justice. Le livre porte sur l'étude de renseignements recueillis sur plusieurs années de recherche et sur la réflexion critique concernant les coûts d'un accès réel à la justice civile et familiale au Canada et la valeur associée à la mise en place d'un système de justice efficace. Il s'agit du premier ouvrage qui fournit une vue d'ensemble détaillée, fondée sur de nouvelles recherches empiriques de ce qui fonctionne ou pas pour améliorer l'accès à la justice civile et familiale au Canada.

Le Comité d'action a tenu son Sommet annuel en ligne cette année, ouvrant l'événement principal à quiconque s'intéresse à l'accès à la justice. En tout, 986 personnes de partout au pays ont écouté Duncan McCue animer une discussion entre Bob Rae, Beverley McLachlin et Megan Longley. Leur conversation était centrée sur des vignettes de quatre Canadiens qui ont fait part de leurs problèmes d'accès

à la justice en matière de logement, d'emploi et de garde d'enfants. Les experts ont abordé leurs questions sur les stratégies immédiates visant à rendre le système plus accessible et sur la vision à long terme du leadership du Canada à l'échelle mondiale dans l'avancement de l'accès à la justice dans le cadre de son engagement envers le Programme 2030 et l'ODD 16 des Nations Unies.

Le colloque régional a réuni la communauté de l'accès à la justice pour renforcer la coordination et partager les ressources. En Colombie-Britannique et au Yukon, 60 personnes travaillant dans le domaine de la justice et des organisations autochtones ont passé quatre heures à écouter les dirigeants autochtones, puis à trouver des façons de transformer la justice familiale pour qu'elle réponde aux besoins des enfants, des familles et des collectivités autochtones. En Ontario, les dirigeants du secteur se sont réunis à la fin de la Semaine de l'accès à la justice pour discuter de stratégies visant à utiliser les ODJ pour harmoniser les projets à l'échelle de la province et veiller à ce que les changements apportés au système soient guidés par des données sur ce dont les gens ont besoin. Le colloque de la Saskatchewan, de l'Alberta et du Manitoba a réuni plus de 100 personnes des Prairies, ainsi que du Nunavut et des T.N.-O. pour mettre l'accent sur la transformation du droit de la famille. Les profils de projets locaux ont suscité des discussions en petits groupes et favorisé la collaboration entre les administrations. La communauté de l'accès à la justice du Québec s'est concentrée sur la façon dont ses activités alimentent et amplifient l'élan national, examinant de nouvelles stratégies de coordination. Le colloque de l'Atlantique était axé sur le recours à la justice réparatrice dans les contextes civil et familial, avec des exposés sur les pratiques de justice réparatrice dans les tribunaux des droits de la personne, dans les affaires fédérales et dans la lutte contre le racisme systémique. Le modèle expérimental du nouveau laboratoire de justice réparatrice a fait l'objet de discussions en petits groupes.

Les activités de la Semaine de l'accès à la justice ont eu lieu à l'automne 2020 en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Québec. Au cours de la semaine consacrée à l'accès à la justice, des événements ont été organisés pour les intermédiaires, les bibliothécaires, les avocats, les professionnels de la justice, les étudiants en droit et le public. Menés en ligne, les événements de cette année ont attiré des participants de partout au pays, un partage des idées et des modèles de projet.

Comprendre les besoins des communautés vulnérables

Le Barreau du Nunavut et *Pauktuutit Inuit Women of Canada* s'associent dans le cadre d'un projet portant sur une étude et une campagne de sensibilisation à la Loi sur l'intervention en matière de violence familiale. La composante étude du projet a été réalisée en 2020 afin d'examiner comment la mise en œuvre de la Loi répond ou non aux besoins des femmes inuites victimes de violence conjugale. Les résultats de la recherche ont été validés par le comité consultatif du projet et les principaux intervenants afin d'engager des discussions sur la manière dont la collaboration entre les organisations communautaires intersectorielles du Nunavut peut être renforcée pour traiter la violence familiale de manière globale. La prochaine étape du projet consistera à élaborer des ressources d'éducation juridique pour le public avec des messages clés fondés sur la recherche, en collaboration avec les partenaires du projet et guidées par les valeurs sociétales inuites.

CALIBRATE et **le ROEJ** ont mené des recherches sur l'impact de graves problèmes juridiques dans la vie des jeunes de 16 à 30 ans de la communauté noire. Il s'agissait de l'un des 14 projets de recherche qualitative commandés par Justice Canada pour mieux comprendre comment les questions de droit civil influent sur la santé, le bien-être, les finances et le sentiment de sécurité et d'appartenance des gens.

Le projet « *Access to Justice for Refugee Claimants* » (2020-2021) a été lancé comme une initiative de recherche collaborative entre le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, **le Centre d'études sur les réfugiés de l'Université York**, **la Chaire d'excellence en recherche du Canada sur la migration et l'intégration** et **le Forum canadien sur la justice civile et familiale**. Ce projet vise à mener une enquête sur l'incidence de l'accès à la justice pour les demandeurs d'asile au Canada.

Une équipe de recherche de la Faculté de droit **Peter A. Allard de l'Université de la Colombie-Britannique** a commencé à travailler avec **la Cour d'appel de la Colombie-Britannique** au printemps 2020 pour examiner le processus de demande de dispense des frais judiciaires et de ses répercussions sur l'accès à la justice. L'équipe a examiné un échantillon de données des affaires de la Cour, a mené des recherches inter-juridictionnelles et a réalisé des entrevues avec des intervenants clés, notamment des juges, des plaideurs agissant pour leur propre compte et des avocats des communautés.

Le projet *OP Lab*, mené par **ARCH Disability Law Centre**, vise à accroître la sensibilisation à l'égard de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, son Protocol facultatif et d'autres outils des Nations Unies relatifs aux droits des personnes handicapées. Les participants du Canada ont assisté à une formation, à des forums de discussion en ligne, ont eu accès à des documents et ont établi un réseau de défense partout au Canada.

Accroître notre réactivité

Le Tribunal de la sécurité sociale du Canada a présenté un projet pilote portant sur le mode alternatif de règlement des litiges (MARL) à sa Division d'appel, dans le cadre duquel environ 10 % de ses affaires (84 dossiers) ont été envoyées au projet MARL pour un règlement ou une conférence de cas. Les résultats de 2020 indiquent que 80 % des affaires envoyées au projet MARL ont été réglées sans qu'il soit nécessaire de tenir une audience. Elles ont nécessité la moitié du temps de traitement habituel des affaires de la Division d'appel et ont reçu un niveau élevé de satisfaction de la part des parties et des représentants. Compte tenu des avantages constatés, la Division d'appel continuera à appliquer le MARL.

En 2020, le **Tribunal de la sécurité sociale du Canada** a également évalué, dans le cadre d'un projet pilote de 15 mois, la lisibilité des décisions du Tribunal par rapport à la formation sur le langage simple reçue par les membres. L'évaluation, qui portait sur la structure, le style, la clarté et la compréhension, a montré des progrès graduels, mais nets dans la rédaction des décisions en langage simple. 32 % des décisions ont atteint l'objectif du niveau de lecture de la 9^e année, tandis que 33 % ont atteint un niveau de lecture de la 10^e année.

Le BC Family Justice Innovation Lab a lancé une initiative visant à créer un système convivial de collecte et de communication des expériences des avocats et des clients sur une base continue, dans l'espoir de fournir à la fois des données ponctuelles sur l'efficacité et des informations continues sur les progrès réalisés, fondées sur des preuves, afin de stimuler l'innovation.

Le Groupe d'action sur l'accès à la justice a lancé les communautés de pratique de la recherche et de la technologie en juillet 2020 afin de faciliter l'échange de connaissances, de recherches concertées et de données au sein du secteur de la justice.

En raison de la confusion croissante du public qui se demandait si le **Legal Services Society** était la même chose que l'aide juridique, le nom a été officiellement modifié

pour devenir « **Legal Aid BC** ». L'objectif de cette initiative de changement de nom était de permettre aux clients de trouver plus facilement les services, en faisant en sorte que l'organisation soit plus reconnaissable et plus accueillante.

En juillet 2020, **Éducation juridique communautaire Ontario** a publié un rapport intitulé : « Community Justice Help: Advancing Community-Based Access to Justice », rédigé par Julie Mathews, directrice générale de CLEO, et David Wiseman, professeur à la Faculté de droit de l'Université d'Ottawa. Le rapport recommande que le rôle vital joué par les travailleurs communautaires pour aider les gens à avoir un accès réel à la justice reçoive une reconnaissance et un soutien accrus. Le rapport a été téléchargé plus de 1300 fois.

Une équipe de recherche de la Faculté de droit **Peter A. Allard de l'Université de la Colombie-Britannique** a effectué une analyse inter-juridictionnelle de l'appréciation de la crédibilité dans les tribunaux de première instance, tant en personne que virtuellement. L'équipe a relevé les défis particuliers associés aux décisions virtuelles portant sur la crédibilité, et a conclu que son appréciation en ligne n'est pas moins efficace que l'appréciation faite en personne; que les décisions relatives à la crédibilité dans les deux contextes sont imparfaites, mais que des facteurs différents influencent les décisions virtuelles relatives à la crédibilité. Les travaux sont destinés à servir de base aux travaux futurs visant à améliorer l'accessibilité et l'efficacité des tribunaux, ainsi qu'à aborder les types de préjugés inconscients qui affectent les décisions relatives à la crédibilité dans différents contextes.

Étendre le dialogue

En 2020, malgré la pandémie, les publications des recherches sur l'accès à la justice ont continué à éclairer l'évolution de notre compréhension dans des domaines clés et nous nous sommes réunis virtuellement pour discuter des problèmes et des possibilités. (Les articles sont présentés selon la langue de publication)

Someone Out There Helping: Final Report of the WellCoMs Mobile Van Project

Ab Currie

Restoring Court Operations in Northern, Remote and Indigenous Communities

Action Committee on Court Operations in Response to COVID-19

Tracking Client Outcomes: A Qualitative Assessment of Civil Legal Aid's Use of Outcomes Data, With Recommendations

Amy Widman and David Udell

Les cliniques juridiques communautaires de l'Ontario et l'accès à la justice en français

Anne Levesque (La Revue Du Barreau Canadien)

Expanding Our Vision: Cultural Equality & Indigenous Peoples' Human Rights

Ardith Walpetko We'dalx Walkem

Here There Be Dragons - The Likely Interaction of Judges with the Artificial Intelligence Ecosystem

Frederic I. Lederer

Predictive Coding: Adopting and Adapting Artificial Intelligence in Civil Litigation

Gideon Christian

Erga Omnes or Inter Partes? The Legal Effects of Federal Courts' Constitutional Judgements

Han-Ru Zhou

Seniors on the Stand: Accommodating Older Witnesses in Adversarial Trials

Helene Love

The Challenges of Algorithmic Bias

Jacquelyn Burkell

The Role of Data in Organizing an Access to Justice Movement

James Gamble and Amy Widman

The Good, The Bad, and The Ugly: A Preliminary Assessment of Whether the Vavilov Framework Adequately Addresses Concerns of Marginalized Communities in the Immigration Law Context

Jamie Chai Yun Liew

Judging by Numbers: How Will Judicial Analytics Impact the Justice System and Its Stakeholders?

Jena McGill and Amy Salyzyn

Mapping Domestic Violence Law and Policy in Alberta: Intersections and Access to Justice

Jennifer Koshan

Juries, Miscarriages of Justice and the Bill C-75 Reforms

Kent Roach

Defamation Law in the Internet Age

Law Commission of Ontario

Measuring Impacts of Legal Services - Literature Review

Lisa Moore, Trevor C.W. Farrow and Ab Currie

Measuring Impacts of Legal Services - Methodology Report

Lisa Moore, Trevor C.W. Farrow and Ab Currie

Self-Represented Litigants & Legal Doctrines of "Vexatiousness": An Interim Report from the National Self-Represented Litigants Project

Megan Campbell & Julie Macfarlane

Digital Justice: HMCTS Data Strategy and Delivering Access to Justice: Report and Recommendations

Natalie Byrom

Reconciliation and Ethical Lawyering: Some Thoughts on Cultural Competence

Pooja Parmar

Access to Digital Justice: Fair and Efficient Processes for the Modern Age

Rabinovich-Einy and Ethan Katsh

Judging Sexual Assault: The Shifting Landscape of Judicial Education in Canada

Rosemary Cairns-Way and Donna Martinson

Court Innovations and Access to Justice in Times of Crisis

Tania Sourdin, Bin Li, and Donna Marie McNamara

Legal Needs of Individuals in England and Wales - Summary Report 2019/20

The Law Society, YouGov and the Legal Services Board

The Law Handbook: Your Practical Guide to the Law in NSW (15th edition)

Thomson Reuters, Australia

Changing Direction: Mental Health Needs of Justice-Involved Young People in Australia

UNSW Sydney, Kirby Institute, et al.

World Justice Project Rule of Law Index 2020

World Justice Project

Événements (événements répertoriés dans la langue dans laquelle ils ont eu lieu)

Date	Événement	Organisation
Jan 23	Cuts to Legal Aid: How can the legal profession help?	Women's Legal Education Action Fund (LEAF)
Feb 05	Courts Without Cases: The Law and Politics of Advisory Opinions	Carissima Mathen
Feb 19	CBA Annual Meeting	Canadian Bar Association
Mar 13	CBA-FLSC Ethics Forum	Canadian Bar Association
Apr 2-4	CBA Immigration Law Conference	Canadian Bar Association
Apr 25	CBA Criminal Justice Conference	Canadian Bar Association
May 22	CBA Charity Law Symposium	Canadian Bar Association
Jun 24-26	CBA Aboriginal Law Conference	Canadian Bar Association
Oct 25-29	A2J Week Ontario	The Action Group on Access to Justice (TAG)
Oct 20	Facing resistance Speaker Series: A2J and its Effects on marginalized youth	Level Justice
Oct 20	Global Dialogue of Justice Leaders	Justice Canada
Oct 22	Investing in and Financing Justice	Justice Canada
Oct 22	Justice Data Priorities and the pandemic	Justice Canada
Oct 26	Intersectionality and Gender Justice	Women's Legal Education Action Fund (LEAF)
Oct 27	The Legal System and Justice for Indigenous Women, Girls and 2SLGBTQQIA Persons	Women's Legal Education Action Fund (LEAF)
Oct 29	Justice For All	Legal Innovation Zone: Ryerson University
Oct 29	Reimagining Justice: Ontario Colloquium	Action Committee on Access to Justice in Civil and Family Matters
Oct 30	Towards a Grand Assembly of Justice	Éducaloi, Institut québécois de réforme du droit et de la justice (Quebec Law and Justice Reform Institute)
Nov 2-6	A2J Week Saskatchewan	CREATE Justice
Nov 2-6	A2J Week Alberta	University of Alberta
Nov 18	Reimagining Justice: BC / Yukon Colloquium	Action Committee on Access to Justice in Civil and Family Matters
Nov 23	Reimagining Justice: SK/AB/MB Colloquium	Action Committee on Access to Justice in Civil and Family Matters
Nov 25	Reimagining Justice: Atlantic Colloquium	Action Committee on Access to Justice in Civil and Family Matters
Dec 09	Frontiers of Digital Enforceable Contracts (FDEC) Workshop	Cyberjustice Laboratory, Chaire Lexum Information Juridique and Autonomy Through Cyberjustice Technologies (AJC)
Dec - Jan	A2J Week BC	A2JBC
Dec	Reimagining Justice: Quebec Colloquium	Action Committee on Access to Justice in Civil and Family Matters